

Je crois pouvoir donner à l'Orateur la liste de nos trente-six noms.

M. STICKS Quelques-uns d'entre nous doivent se rendre à Chalk-River vendredi.

Le PRÉSIDENT : Combien y en a-t-il ?

M. JUTRAS : Pour ma part, j'y vais.

Le PRÉSIDENT : Je tiens en outre à ajouter qu'au déjeuner de demain le prix du couvert sera de \$1.50, ce qui est très raisonnable, n'est-ce pas ?

S'il plaît au Comité, nous passerons maintenant au prochain numéro de notre programme.

M. GOODE : Monsieur le président, pendant que nous avons le privilège d'avoir parmi nous le ministre, je vais vous prier de vouloir bien différer quelque peu l'étude du prochain point. Il y a une question que je veux poser au ministre au sujet du Tibet. L'affaire me paraît sérieuse, et vous ne me refuserez sans doute pas la permission de m'enquérir. A en croire les journaux, le gouvernement de Pei-Ping aurait créé, au Tibet, une situation qui pourrait présenter un danger pour l'Inde, d'ici à quelques mois. Veuillez nous donner, si possible, quelques éclaircissements à ce propos.

L'hon. M. PEARSON : Je vais le faire brièvement, mais je n'ai pas parfaitement compris ce qui s'est passé là-bas ces jours derniers, et je tiens des journaux les renseignements que je puis vous communiquer. Je sais que le gouvernement de l'Inde s'inquiète des événements survenus au Tibet, parce que ce pays-ci, une fois sous la botte d'un gouvernement agresseur et hostile, semblerait offrir une menace pour l'Inde. D'autre part, il suffit d'un coup d'œil jeté sur la carte géographique du Tibet pour savoir qu'une armée massée là n'est tout de même pas à vos portes. Le Tibet, à proprement parler, n'est au seuil d'aucun pays. Il est le plafond du monde. Depuis des siècles, il reconnaît la suzeraineté de la Chine. Cette dernière à son tour a reconnu aux Tibétains le droit de se gouverner eux-mêmes dans la sphère de sa suzeraineté. Les communistes chinois prétendent qu'ils entendent seulement exercer ou faire reconnaître officiellement, une fois pour toutes, un droit dont ils jouissaient déjà. L'ombre au tableau provient de ce que le Tibet est un pays plutôt faible au double point de vue militaire et économique, et incapable de se défendre ; en outre, il possède un gouvernement pour le moins singulier. Un défi a été lancé au dalaï-lama, chef suprême du Tibet, et à ses prêtres, par un rival, le panchen-lama, qui, je crois, habite la Chine depuis quelques années. L'Inde a probablement raison de s'inquiéter d'un tel état de choses, mais, sur la foi des renseignements que j'ai en mains, je puis dire que cette situation est à peu près aussi alarmante que celle qui existe dans d'autres parties du monde.

M. STICK : Les défilés entre le Tibet et l'Inde atteignent une altitude de près de 15,000 pieds. Pour ce qui est d'une invasion militaire, le danger serait plus grand du côté du chemin de la Birmanie. L'influence psychologique constitue peut-être là-bas une menace, mais du point de vue militaire, il n'y a rien à craindre.

M. GOODE : Monsieur le ministre, qu'en est-il des champs d'atterrissage ? Veuillez nous dire si des aéroports pourraient y être aménagés ?

L'hon. M. PEARSON : L'aménagement d'un champ d'atterrissage au Tibet serait une entreprise très hasardeuse, et, encore une fois, je ne vous parle qu'en profane actuellement. Il est peu probable qu'une aviation hostile serait tentée d'aménager au Tibet un champ d'atterrissage. En réalité, comme M. Stick, j'estime que la route de Birmanie et le secteur avoisinant, ainsi que la partie de l'Asie qui s'étend